

Je trouve cela regrettable. Le gouvernement quoique libéral de nom est essentiellement socialiste et il reçoit l'encouragement d'un parti qui s'appelle le Nouveau parti démocratique et qui n'est pas socialiste de nom, mais l'est en réalité. Lorsqu'on en arrive là, il est temps que ceux qui croient au principe de la libre entreprise donnent leur avis. Il est temps que nous cessions de trouver des excuses pour maintenir le système qui nous a apporté notre prospérité actuelle et que nous commençons à tenir compte des faits.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Vous ne parlez pas des problèmes qu'il nous a causés.

M. Stevens: Le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) parle des problèmes que ce système nous a causés. Lequel d'entre nous sait mieux que lui pourquoi nous sommes dans une pareille situation? C'est son parti qui, en cédant au gouvernement minoritaire de l'empereur lui-même, a permis l'expansion de notre système monétaire et fiscal et nous a donné l'inflation, les taux d'intérêts élevés et le manque de croissance réelle qui affligent présentement le pays. Bref, c'est cette petite complicité, qui fait surface de temps à autre, qui a ravagé le pays et qui a suscité des difficultés énormes aux pauvres dont le NPD se prétend le protecteur...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il une question?

M. Stevens: Lorsque j'aurai terminé, monsieur l'Orateur.

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Le député n'a de toute évidence pas l'habitude des réponses directes.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): J'ai l'habitude de la courtoisie.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, pas plus tard qu'hier, nous demandions au gouvernement pourquoi il jugeait bon d'acquiescer, au coût possible de 1.4 milliard de dollars, la société Pacific Petroleum Ltd puisque cette transaction ne donnera pas un baril ni même un emploi de plus au Canada. Le fait que le chef du parti que j'ai à ma gauche se soit levé et ait déclaré que l'achat d'une entreprise privée et libre comme la Pacific Petroleum par le gouvernement constituait un geste progressiste ne reflète-t-il pas l'orientation de ce parti?

Je devrais peut-être dire en passant qu'il nous faut lever un nouveau message aux Canadiens, un message d'espoir. Nous devons admettre, je crois, que si, à Ottawa, on inonde le gouvernement de requêtes pour qu'il fasse ceci ou cela, c'est parce qu'on croit que le gouvernement doit prendre des mesures qui auront des résultats bénéfiques. On entend rarement dire que la meilleure chose que les gouvernements puissent faire, c'est justement de ne rien faire. On se rend rarement compte que le gouvernement ne crée pas la richesse.

M. McKenzie: Seulement des dettes.

M. Stevens: C'est exactement ce que nous sommes en train d'étudier. Comme l'a si bien dit mon collègue, le gouvernement dans ce cas-ci ne crée pas la richesse, mais il sait comment s'y prendre pour créer des dettes.

Les socialistes, d'une part, animés d'un zèle quasi religieux, estiment qu'une plus grande intervention du gouvernement pourrait aider à résoudre nos problèmes, alors que les gouvernants, surtout le gouvernement actuel, recherche le pouvoir pour le simple plaisir de gouverner. Je voudrais profiter de la

Pouvoir d'emprunt—Loi

situation actuelle pour communiquer à la plupart des députés une nouvelle idée novatrice. C'est peut-être une idée nouvelle pour les députés à ma gauche et pour beaucoup de ministériels, et si jamais elle leur a effleuré l'esprit, ils ont eu tendance à l'oublier. C'est une idée que nous avons rejetée, semble-t-il, il y a dix ans lorsque nous avons élu l'empereur que nous avons au Canada. Et pourtant, c'est une idée qui a un jour transformé un continent vierge et sous-développé, formé de colonies pauvres en deux des pays les plus riches du monde, le Canada et les États-Unis.

C'est un concept qui a été inventé il y a 200 ans en Angleterre et qui, alimenté par les rêves individuels de millions d'immigrants, est devenu le moteur le plus puissant qui ait jamais créé la richesse et la prospérité dans le monde. Cette idée, bien sûr, c'est le régime de libre entreprise. Je sais que depuis la dernière décennie, c'est devenu une mode ce caricaturer la libre entreprise en l'associant à la poursuite d'un matérialisme superficiel—comme diraient les socialistes—par des hommes avides, égoïstes et intéressés. Par opposition, on a vu, dans les doctrines socialistes et centralisatrices une nouvelle forme de société égalitaire dans laquelle les hommes vivent pour la collectivité et les uns pour les autres. Cette conception, pour répandue qu'elle soit, n'en repose pas moins sur un mythe et non sur des faits concrets. Plus tôt nous commencerons à souligner ce phénomène dans cette enceinte, et mieux cela vaudra.

Les apôtres de la planification centrale admettent rarement qu'ils briguent le pouvoir non pas, comme ils le prétendent au nom du peuple, mais pour satisfaire leur ambition personnelle. En leur conférant un certain pouvoir, nous réduisons d'autant nos libertés.

Il conviendrait de souligner qu'aux États-Unis, lors des dernières élections, 90 p. 100 des Américains reconnaissent qu'ils «devaient être prêts à faire des sacrifices si l'avenir du système de la libre entreprise l'exigeait». En 1976, environ 75 p. 100 des Américains désapprouvaient l'idée selon laquelle «le pays s'en tirerait mieux si les grandes entreprises étaient étatisées comme dans certains pays européens».

Depuis le début de la civilisation, c'est la règle et non l'exception que les économies nationales soient dirigées par un pouvoir central. On l'oublie souvent, Monsieur l'Orateur, et je me permets donc de le répéter—depuis le début de la civilisation, c'est la règle et non pas l'exception que les économies nationales soient contrôlées par un pouvoir central. Dans chaque cas, la planification centralisée a échoué, et cet échec des États centralisés a provoqué un accroissement de la tyrannie, les gens devenant de plus en plus des serfs ou des vassaux de l'État. Voilà ce que les socialistes voudraient nous voir redevenir.

● (1622)

Le régime de libre entreprise ou régime capitaliste, tel que nous le connaissons, est unique en son genre dans les 4,600 ans d'histoire de l'humanité. Pendant les 44 premiers siècles d'existence de nos civilisations, le bien-être individuel a stagné sans jamais connaître de progrès réel. Mais à l'avènement du système industriel capitaliste, il y a à près de 200 ans, le bien-être de l'humanité a fait un bond considérable. Subitement, grâce aux percées technologiques réalisées par l'industrie, grâce à l'accumulation de richesse entre les mains de compagnies qui ont contribué à accroître la productivité, on